

Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación

80 ans de transformations institutionnelles et de réflexions sur la relation entre Université, société et culture (1945-2025)

Camille Gapenne

Centro de Estudios
Interdisciplinarios
Uruguayos, Facultad de
Humanidades y Ciencias de
la Educación, Universidad de
la República

Resume : À l'occasion du 80^e anniversaire de la création de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, le présent article propose un aperçu synthétique de son histoire, depuis les projets formulés au cours des premières décennies du xx^e siècle jusqu'à ses évolutions les plus récentes. Outre son objectif commémoratif, il met l'accent sur certains débats qui ont donné lieu à d'importantes transformations institutionnelles au sein de ce centre d'études. Il évoque en particulier les discussions houleuses — et non résolues — sur les modes et les finalités de la recherche et de la production de connaissances scientifiques, dans le but de contribuer au développement social et culturel du pays.

Les anniversaires décennaux sont toujours des moments propices au souvenir, à la commémoration et à la production de nouvelles connaissances. Dans la sphère universitaire, ils se manifestent essentiellement par des journées d'étude, des colloques et la publication de dossiers et de livres. Ils reflètent également la place qu'un sujet ou un événement acquiert — ou perd — dans la mémoire collective et dans le débat public. D'ailleurs, outre l'ouvrage classique de Blanca París et Juan Oddone sur l'histoire de la Universidad de la República (2010), le travail le plus complet sur l'histoire de la Facultad de Humanidades y Ciencias (FHC, jusqu'en 1990) — qui constitue la matière première de cette synthèse — a été publié à l'occasion du cinquantenaire de la création de ce centre d'études (París de Oddone, 1995).¹ Deux décennies plus tard, une autre publication a également répondu à cet effort commémoratif, bien qu'elle ne s'intéressait à l'histoire de la Faculté que de manière ponctuelle (FHCE, 2015). De même, cette année, un nouvel anniversaire décennal de la Faculté a été célébré : journées d'étude, comptes-rendus sur les différentes unités académiques et personnalités clés de son développement institutionnel, ainsi que publications telles que le présent article.

Pourquoi retracer à nouveau les quatre-vingts ans d'existence de la Facultad de Humanidades y Ciencias? Au-delà du récit de la construction institutionnelle d'un centre universitaire, l'histoire de la FHCE ouvre des possibilités de réflexion sur la société et la culture uruguayennes, que nous évoquerons ici très brièvement. Sa création en 1945 est l'aboutissement de décennies de débats et de propositions qui sont restés à l'état de projets. Elle répondait à une conception de l'enseignement universitaire qui s'opposait au profil professionnaliste qui caractérisait l'Université depuis ses débuts. Si elle a trouvé des défenseurs parmi les universitaires et les politiciens, la définition de son fonctionnement et de ses objectifs a fait l'objet de débats houleux qui révèlent une claire absence de consensus. Ces débats ne prirent d'ailleurs pas fin avec la création de la faculté: malgré la forte influence de Carlos Vaz Ferreira (1873-1958), elle continua d'être un lieu où s'exprimaient les désaccords et les réflexions sur la place de la recherche, le rôle de l'Université dans la culture et la société, le comment et le pourquoi de la production des connaissances scientifiques. Les profondes transformations de la Faculté au fil des ans témoignent de ces discussions. L'intégration continue de nouvelles disciplines, chaires et départements a accompagné la structuration de nouveaux champs de savoirs dans les sciences et les humanités. L'émergence et le renforcement de la science de l'éducation révèlent également l'engagement de la faculté envers l'ensemble du système éducatif national. Plus significatif encore, la faculté a souvent été au centre des réflexions et des initiatives relatives à la transformation de l'Université. Dès les années 1960, le Recteur Óscar Maggiolo a projeté un ambitieux plan de modernisation des sciences et de la recherche. Sous la dictature, des changements structurels et

¹ Cet ouvrage collectif comprend les travaux de Rodolfo Porrini, Vania Markarian, Ariadna Islas y Clara Aldrighi.

curriculaires importants ont été mis en œuvre, laissant entrevoir le projet idéologique du gouvernement autoritaire. Quelques années plus tard, la scission entre les sciences et les humanités a été actée. Retracer l'histoire de la FHC, présentée ici de manière très synthétique, revient donc à retracer l'histoire intellectuelle, sociale, culturelle et politique du passé récent du pays.

Origines (1914-1945)

Le processus de création et de fondation de la faculté est étroitement lié à la figure de Carlos Vaz Ferreira, intellectuel qui s'est surtout distingué dans le domaine de la philosophie, mais dont l'œuvre très vaste témoigne d'intérêts multiples, de contributions dans de nombreuses disciplines et d'une participation clé aux discussions de l'époque sur la pédagogie et le fonctionnement des établissements d'enseignement (Ardao, 1961 ; Acosta, 2009 ; Andreoli, 2012 ; Caetano, 2013). Tout au long de sa carrière universitaire, il a notamment défendu le principe d'autonomie de l'Université, le développement de la recherche et l'engagement de l'Université dans la production de connaissances et de culture. Il a rejoint l'Université en 1895 en tant que professeur de Philosophie en *Preparatorios*, puis a mené une carrière prestigieuse au sein de cette institution : Doyen des *Preparatorios*, Maître de Conférences, Professeur de Philosophie du Droit, Recteur à deux reprises (1929-1930 et 1935-1941), Directeur puis Doyen de la FHC, jusqu'à son décès en 1958.²

Les débats sur la nécessité d'une institution éducative chargée des études supérieures dans le domaine des sciences et des humanités trouvent leur origine au moins trois décennies avant la création de la faculté. Les historiens Juan Oddone et Blanca París prennent comme point de départ de ce processus l'année 1914, lorsque Vaz Ferreira présenta son projet depuis la chaire de conférences qu'il occupait à l'époque. Reprenant le thème de l'université « mutilée », il dénonçait le caractère professionnaliste et utilitariste de l'établissement d'enseignement et prônait à la place la création d'une institution dédiée aux études « désintéressées », à la recherche et à la stimulation de la pensée créative. Il convient de rappeler ici que ce postulat était en phase avec les idées qui germaient à divers endroits de la région, trouvant leur majeure expression chez les réformistes de Córdoba en 1918 et dans les idéaux de José Enrique Rodó, exposés dans *Ariel*, ouvrage très influent pour cette génération.

Au cours des années suivantes, plusieurs projets ont été formulés et discutés, reflétant les luttes autour de la définition des contenus et des objectifs de ces études « supérieures », ainsi que sur l'autorité

² Excepté la période 1949-1952, il dirigea la Faculté depuis sa création jusqu'à son décès.

compétente pour diriger cette institution. En 1922, c'est José Pedro Segundo qui revendiqua la création d'une Faculté de Philosophie et de Lettres.³ Selon lui, elle aurait la double mission de créer de la culture — en « irriguant de sang bouillonnant et nourricier l'ensemble de l'organisme universitaire et social »⁴ — et de former une élite dirigeante. Pour une personnalité comme Dardo Regules, en revanche, ce centre éducatif devait encourager les études de la culture et donner un « sens philosophique fondamental » à l'Université. Au milieu de la décennie, à l'initiative du ministre de l'Instruction publique Carlos María Prando, la question quitta pour la première fois la sphère universitaire pour devenir un projet parlementaire. L'Institut de Culture prévu prévoyait des chaires libres pour le développement de la recherche dans les différents domaines des humanités et des sciences. En 1927, plusieurs députés ont proposé la création d'un Institut d'Études Supérieures, dont la particularité était d'être dirigé par un conseil d'administration composé de représentants du Conseil National d'Administration, du Conseil Universitaire, des enseignants et des étudiants. Au cours de son premier rectorat (1928-1930), Vaz Ferreira proposa également la création d'un Institut d'Études Supérieures. Conçu comme un centre de démocratisation du savoir grâce à l'organisation de conférences, séminaires et cours de courte durée, il ne fut jamais débattu au niveau parlementaire. Un autre projet, qui ne connut pas plus de succès que les précédents, fut lancé en 1937 par les universitaires Eduardo García de Zúñiga et José Carlos Montaner.

À cette époque, tant dans le monde politique qu'au sein de l'université, des voix se sont par ailleurs élevées en faveur d'une institution qui ne viserait pas tant la promotion d'une culture « désintéressée » que la spécialisation scientifique et la formation des enseignants du Secondaire. Ce modèle alternatif a structuré le projet de Faculté de Philosophie et de Lettres d'Eduardo Víctor Haedo, alors ministre de l'Instruction Publique, et a également été défendu par des académiques tels que les mathématiciens Rafael Laguardia et José Luis Massera. Le projet qui fut finalement approuvé, après trois décennies de tentatives et d'initiatives diverses, fut présenté en novembre 1943 par Dardo Regules — diplômé de la Faculté de Droit, militant étudiant actif et défenseur des principes réformistes — et approuvé par le Parlement deux ans plus tard, le 8 octobre 1945.⁵ Vaz Ferreira voyait alors se concrétiser son idée d'une

3 José Pedro Segundo s'est distingué par son engagement en faveur de l'amélioration de l'enseignement secondaire, qui intégrait l'Université jusqu'en 1935. Il a promu de nombreuses initiatives pour élever la qualité de l'éducation et développer les humanités. Il défendait un enseignement qui puisse être un facteur de liberté et d'émancipation, sans la limiter à l'utilitariste distribution de diplômes.

4 Compte-rendu de Segundo sur la Facultad de Filosofía y Letras, dans Regules, D. (1945). Sobre la creación de la Facultad de Humanidades. *Anales de la Universidad*, 155, 44, cité dans Oddone y París de Oddone (2010, p. 468).

5 Il convient de souligner que la création de la FHC s'inscrit dans une période de réformes à l'université : en 1944, un avant-projet de statut a été transmis à l'exécutif, lançant un processus qui aboutira en 1958 à la promulgation de la Ley Orgánica.

Faculté pour les humanités et les sciences, dont il fut d'ailleurs le premier Directeur et le Doyen à plusieurs reprises dans les années 1950.

Les premières années (1945-1956)

Le profil institutionnel, fortement marqué par les idées de Vaz Ferreira, se trouve explicité dans le décret de création de la Faculté.⁶ Son deuxième article établissait comme objectifs centraux « encourager la spécialisation et la recherche supérieures », « diffuser la culture par le biais de la divulgation orale ou écrite », « des conférences ou des cours spéciaux » et « des séminaires sur des questions relatives à la culture supérieure », ainsi que d'accompagner toute initiative visant à développer la « culture supérieure de la République ». L'article 6 renforçait l'idée que le programme devait comprendre exclusivement des « études désintéressées », différenciant ainsi l'enseignement de la faculté de celui dispensé dans les « écoles et facultés professionnelles ». Il s'adressait aussi bien à un public curieux, nombreux et sans formation particulière qu'à des personnes souhaitant se spécialiser et se consacrer à la recherche, sans définir à l'avance ses objectifs et ses applications concrètes. De par sa nature « désintéressée », la nouvelle institution ne délivrait pas de diplômes et ne cherchait pas à trouver des applications aux enseignements dispensés, ce qui permet de supposer que les premiers étudiants ont été plutôt attirés par l'ouverture de nouveaux espaces disciplinaires qui n'existaient pas auparavant au niveau universitaire.

Si la création légale de la Facultad de Humanidades y Ciencias était une étape essentielle, de nombreux obstacles et défis se présentèrent aux premiers membres du Conseil — Carlos Vaz Ferreira, Eduardo Garcia de Zúñiga, Dardo Regules, José Pedro Segundo, Emilio Oribe, Clemente Estable et Justino Jiménez de Aréchaga. Tout d'abord, le nouveau centre d'études ne disposait pas de locaux. Les premiers cours furent dispensés à l'Ateneo, dans les salles des facultés de Médecine et de Droit, au musée d'histoire naturelle, et même dans les maisons privées des professeurs, sans les infrastructures ni le matériel pédagogique nécessaires. L'année suivante, la faculté s'est installée dans l'Hotel Nacional, à l'extrémité de la Ciudad Vieja, occupant l'espace laissé vacant par la Faculté d'Architecture, qui avait déménagé dans son nouveau bâtiment sur le boulevard Artigas. La Faculté d'ingénierie, le Service Météorologique National et l'École des Industries Navales y étaient également hébergés. Dans cette situation précaire, les inscriptions ont été ouvertes sans limite de places ni conditions d'admission. Lorsque les cours ont débuté en

6 « El proyecto parlamentario », dans FHCE (2016, pp. 8-9).

1946, 2 649 étudiants étaient inscrits, parmi lesquels on estime qu'environ 800 y ont effectivement assisté.

Si l'absence de conditions d'admission et l'ouverture de nouveaux domaines disciplinaires au niveau universitaire expliquent ce succès immédiat — qui s'est rapidement estompé l'année suivante —, le profil de la nouvelle faculté a dès le début été source de débats et de critiques. L'absence d'examens et de diplômes répondait à l'idéal de Vaz Ferreira de stimuler la recherche, la créativité et l'étude comme une fin en soi, mais elle a également suscité des inquiétudes quant à l'insertion professionnelle des diplômés et au caractère « classiste » de la faculté. Une tendance « planiste » s'est rapidement formée, réclamant une plus grande structuration institutionnelle. La faculté était initialement organisée autour de chaires de trois ans et de cours de diverses durées. Aux six chaires supérieures qui existaient déjà à l'Université (sciences du langage, art et littérature, sciences physiques et mathématiques, sciences biologiques et sciences de l'enseignement (París de Oddone, 1995, p 22)) s'ajoutèrent des cours libres de philosophie, littérature, histoire, art et sciences exactes et naturelles, ainsi que la création de huit nouvelles chaires. Mais il fallut répondre aux demandes de la tendance « planiste », ce qui s'est traduit en 1948 par l'inauguration de cours de licence en philosophie, histoire et lettres dans le domaine des humanités, et en sciences biologiques, mathématiques et chimie dans la branche des sciences exactes. Ces nouvelles filières ont coexisté avec les cours libres. Malgré ces mesures, le taux d'abandon des étudiants est resté élevé: en 1947, un peu plus de 300 étudiants seulement suivaient régulièrement les cours proposés. Le problème de l'insertion professionnelle est resté une préoccupation centrale. Au début, la faculté n'envisageait pas la formation des enseignants du secondaire, ce qui a favorisé la création de l'Institut des Professeurs Artigas en 1949 et a encore plus restreint les possibilités d'emploi de ses diplômés. Parallèlement, on a tenté de développer le régime de *dedicación total* comme moyen de renforcer la recherche et de faciliter l'accès des étudiants à des postes au sein de la faculté.

Le développement institutionnel s'est poursuivi avec la création progressive d'instituts. En 1947, l'Institut d'Histoire a été fondé, dirigé par l'Argentin Emilio Ravignani.⁷ En 1948, les instituts de langues classiques et d'astronomie ont rejoint le groupe. Au cours des années 1950, les centres de recherche ont connu une expansion significative. Dans le domaine des humanités, l'Institut de philologie a vu le jour, avec ses départements de linguistique et de littérature ibéro-américaine, puis l'Institut de philosophie. Dans le domaine des sciences, divers

7 Le corps enseignant révèle une certaine diversité d'origines. Les professeurs uruguayens provenaient d'institutions telles que le IAVA, la Faculté d'Ingénierie, l'Institut d'Hygiène ou l'Institut de Biologie. Il convient également de souligner la présence notable d'enseignants étrangers, fuyant à la fois le péronisme argentin, la guerre et les fascismes européens. Pour la nomination des postes, le mode de sélection par concours a été choisi, bien que cela ait révélé ses limites, car souvent personne ne se présentait. Des figures telles qu'Emilio Ravignani, José Bergamín, Jorge Romero Brest ou Joaquín Torres García y ont participé.

laboratoires et départements ont été créés, notamment en génétique, entomologie, psychologie, géographie et botanique.

Dans ce contexte, le *Claustro* de 1956 a constitué un espace de débat particulièrement important. On y discuta de la finalité des cours proposés, de l'insertion professionnelle des étudiants, de la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement et des outils indispensables pour promouvoir la recherche. Ces discussions ont marqué le cap d'une institution qui, depuis ses origines, oscillait entre l'idéal d'une culture désintéressée et les exigences pratiques de la société uruguayenne.

La Faculté dans les années soixante

En raison des préoccupations liées à la qualité des cours dispensés et à l'insertion professionnelle des diplômés, les étudiants de la FHC organisèrent une grève au milieu de l'année 1958 pour réclamer la création des postes d'enseignants par le biais de concours, ainsi que la possibilité d'intégrer l'institution en tant que collaborateurs honoraires. La même année, les étudiants se mobilisèrent à nouveau, cette fois pour défendre la Ley Orgánica (Markarian, Jung et Wschebor, 2008 ; Lacruz, 2021). Promulguée en contexte électoral, la loi a consacré l'autonomie universitaire et la cogestion avec la participation des étudiants, reprenant — avec de nouvelles interprétations et significations — les principes issus de la réforme de Córdoba quarante ans plus tôt (Markarian, 2019). Son élaboration a été le résultat d'un long processus de négociation au cours duquel la revendication d'autonomie s'est consolidée et la politisation des étudiants, acteurs décisifs dans la dernière étape avant son adoption, s'est approfondie.

Tout au long de cette décennie, les débats qui ont traversé la FHC ont repris des préoccupations déjà présentes au cours de la période précédente : l'insertion professionnelle des diplômés, la nécessité d'une plus grande structuration institutionnelle, l'articulation entre la recherche et l'enseignement. Ces questions en partie non résolues, ainsi que la volonté de modernisation qui a traversa l'Université pendant les années soixante, ont néanmoins donné lieu à diverses initiatives et transformations significatives.

Outre la création de nouvelles licences (géographie, astronomie, physique), la structure institutionnelle a été consolidée par la création de départements tels que ceux de Langue et Littérature latines, Musicologie, Littérature uruguayenne ou Histoire universelle. Des cursus dotés d'un profil plus professionnel ont également été instaurés, comme celui de Traducteur en 1964. Parallèlement à ce processus, la question de la définition des critères d'admission s'est posée. En ce qui concerne

l'insertion professionnelle des diplômés, l'équivalence des diplômes avec ceux de l'Institut des Professeurs Artigas a également été discutée et l'on a insisté sur l'ouverture de plus grandes possibilités d'accès au corps enseignant. Enfin, nous pouvons mentionner la création en 1962 des premiers postes à temps plein, dans le but d'encourager la recherche.

L'apparition des premiers signes de crise économique et l'objectif de l'Université — inscrit dans la Ley Orgánica — de se mettre au service de la société et de promouvoir la connaissance de la réalité nationale ont encouragé des projets d'extension (Bralich, 2006) et de nouvelles recherches dans divers centres d'études. Cependant, pour la FHC, cela impliquait de remettre en question l'idéal des études « désintéressées » et de réfléchir à leur projection dans la société. Dans le domaine des sciences, par exemple, des propositions liées au système productif ont été élaborées. À partir du décanat d'Emilio Oribe (1958-1959), des missions dans l'intérieur du pays, des cours et des conférences en dehors de la faculté ont également été organisés.

La réflexion sur la modernisation de l'Université afin de répondre aux besoins du pays a trouvé son expression maximale dans le plan proposé en 1967 par le recteur Óscar Maggiolo. Cette année-là, la promulgation d'une nouvelle Constitution et l'élection d'Óscar Gestido à la présidence de la République ont ouvert des perspectives de dialogue et un espace de réflexion sur la réforme de l'Université. Les outils de planification mis en œuvre depuis le début de la décennie par la Comisión de Inversiones y Desarrollo Económico (CIDE) (D'Avenia, 2014 ; 2022) ont été progressivement intégrés au domaine de l'enseignement. L'objectif était alors de dresser un diagnostic de la situation présente et de formuler des propositions pour l'avenir, à la lumière des exigences du développement national.

Le projet de réforme de Maggiolo visait à transformer en profondeur la structure de l'Université, une « fédération de facultés » inchangée dans la Ley Orgánica de 1958 et jugée inadéquate pour moderniser les sciences et répondre aux besoins du pays. Il proposait la création de grands pôles de départements et de laboratoires fonctionnant en synergie. Il était prévu d'occuper un vaste terrain à Malvín Norte, où se trouve actuellement la Facultad des Sciences. La priorité était donnée aux sciences fondamentales, « base directe d'une production et d'une industrialisation nationales adéquates ». On s'éloignait alors de la conception de Vaz Ferreira des études désintéressées, en affirmant que « la recherche scientifique pure n'est pas seulement un objectif en soi » (Maggiolo, 2017, p. 14). Outre la restructuration des facultés, ce développement scientifique et technologique devait s'appuyer sur des bourses, le recrutement de personnel étranger qualifié, la *dedicación total* et la recherche de financements privés. La conception d'une Université au service du pays, de son développement culturel et économique, a également conduit Maggiolo à suggérer la création d'une Facultad d'Éducation. Il s'agissait d'encourager la recherche dans ce domaine et de participer ainsi à l'amélioration du système éducatif

dans son ensemble, en recherchant des solutions adaptées à la réalité nationale. Conformément à la conception de l'Université comme entité culturelle, et dans la lignée des activités développées pendant le rectorat de Mario Cassinoni, le plan comprenait également des actions de diffusion des connaissances à l'intérieur du pays, telles que des écoles d'été, qui « permettent de diffuser la culture supérieure dans les classes populaires » (Maggiolo, 2017, p. 21) et en même temps de comprendre la réalité du pays et ses besoins. Si un projet de foyer étudiant visait à faciliter l'accès à l'Université pour les étudiants de l'intérieur du pays, la décentralisation des centres d'études n'était cependant pas prévue.

À la fin des années 1960, l'Université a connu un processus de politisation croissante, encouragé par la révolution cubaine et l'intensification de la Guerre Froide dans la région. Les tensions accrues avec le gouvernement et l'aggravation de la crise économique ont eu des répercussions profondes sur la vie universitaire. Les étudiants ont été victimes d'une répression de plus en plus violente et systématique. Le manque de budget a mis fin à tous les projets de modernisation et a même mis en péril le fonctionnement quotidien de l'Université. Dans ce contexte de radicalisation politique et d'anti-impérialisme de plus en plus intransigeant vis-à-vis des États-Unis, le débat sur le financement de la recherche a également pris de l'ampleur, en particulier après la polémique déclenchée par la révélation du plan Camelot en 1965 (Markarian, 2020).

Intervention, dictature et transition (1973-1989)

Les cinq dernières années avant le coup d'État de 1973 ont été marquées par une agitation sociale et politique croissante. La répression exercée par le gouvernement a particulièrement touché l'Université, considérée par beaucoup comme un foyer de subversion et d'ingérence communiste. Ce processus a abouti à l'intervention de l'établissement, décrétée le 28 octobre 1973. Mario Otero, doyen de la FHC, a été arrêté le jour même, ainsi que le recteur Samuel Lichtensztein et la plupart des doyens des autres facultés. À la fin de l'année, le nouveau régime a commencé à engager des poursuites contre les autorités universitaires et les fonctionnaires. Avec la participation de la justice militaire et de la DNII, on recherchait généralement des antécédents politiques ou tout acte pouvant être lié à une incitation à la « sédition » ou au « désordre ». Un autre motif fréquent des procédures disciplinaires était le refus de signer la « déclaration de foi démocratique », une exigence rapidement mise en œuvre dans toutes les administrations publiques. Entre octobre et janvier

de l'année suivante, la FHC est restée fermée et les cours n'ont repris qu'en juillet. On estime que 40 % du corps enseignant de l'Université a été touché par des procédures disciplinaires, des licenciements ou des non-renouvellements de contrat, sans compter des situations similaires pour de nombreux fonctionnaires. Diverses mesures ont ensuite été prises afin de contrôler étroitement la vie universitaire. La diminution drastique du personnel enseignant a entraîné la paralysie des activités de nombreux espaces académiques, parmi lesquels les instituts d'histoire, de philosophie et de littérature uruguayenne.

La Ley Orgánica a été suspendue et les nouvelles autorités ont exercé dans les faits les prérogatives des conseils et des *claustrós*. Il convient de souligner que les nouveaux dirigeants avaient souvent une formation académique. Par exemple, le recteur intérimaire Edmundo Narancio a fait partie du personnel enseignant de la FHC à ses débuts: il a donné le cours d'histoire nationale à partir de 1946 et, dix ans plus tard, il est devenu directeur intérimaire de l'Institut de recherches historiques après le décès d'Emilio Ravignani. Les cinq années qu'il a passées à ce poste ont été marquées par des tensions autour de la légitimité de sa nomination et de sa position vis-à-vis du renouveau historiographique promu par des personnalités telles que José Luis Romero. Il a finalement été écarté de la direction de l'Institut: l'intervention de l'Université en 1973 a alors été l'occasion de mettre en œuvre ses conceptions sur le fonctionnement de l'Université et le contenu des cours.

Cependant, comme cela a été analysé, le régime dictatorial ne s'est pas limité à des mesures répressives et de contrôle (Markarian, 2015). En effet, il a cherché à transformer l'Université conformément à l'idéologie du gouvernement: une « nouvelle Université » dépolitisée et subordonnée aux autorités nationales. La FHC a été l'un des centres d'études les plus touchés par ces changements, ce qui reflète sa place centrale dans le projet de « rénovation » sociale et culturelle du pays. Dès 1974, plusieurs mesures ont été prises qui ont considérablement modifié la structure de la faculté. La filière de Psychologie, considérée comme un foyer de subversion de gauche dont l'objectif était la manipulation des esprits, fut éliminée.⁸ Le Département de Musicologie fut transféré à l'École supérieure de Musique, et l'ensemble du personnel licencié. Parallèlement, les Départements de Géologie, d'Écologie et d'Anthropologie furent créés. L'année suivante, c'est le cursus de Traduction qui fut intégré à la Faculté de Droit. Enfin, en 1976, outre la réforme de tous les programmes d'études, les Départements des Sciences de l'éducation et d'Océanographie furent constitués. Ce bilan est intéressant à au moins deux égards. D'une part, l'ampleur des transformations est significative, tout comme la rapidité de leur mise en œuvre. En seulement trois ans, la structure institutionnelles de la faculté ainsi que les programmes ont été modifiés, reflétant les conceptions du gouvernement sur l'enseignement, le rôle de l'Université et les besoins du

8 L' Escuela Universitaria de Psicología fut créée en 1978.

pays. D'autre part, on peut constater que les changements introduits sous la dictature ont eu un impact durable, jusqu'à aujourd'hui. La période de la dictature n'a donc pas été une simple parenthèse : elle fait partie intégrante de l'histoire récente, marquée par des ruptures, mais aussi par des évolutions progressives et des continuités.

À partir du référendum de 1980, une période de reprise progressive de la vie démocratique a commencé. Les mouvements sociaux ont joué un rôle clé dans ce processus, notamment le mouvement étudiant, qui s'est réorganisé autour de la création de l'ASCEEP en 1982, de la publication de plusieurs revues et de la Semaine de l'étudiant de 1983, qui s'est terminée par la massive *marcha del Obelisco* (Jung, 2010 ; González Vaillant, 2018). Deux ans plus tard, avec la fin de la dictature et de l'intervention de l'Université, les autorités universitaires destituées et de nombreux enseignants écartés en 1973 reprirent leurs fonctions. À la FHC, Mario Otero est redevenu doyen et les programmes antérieurs au coup d'État ont été rétablis. Les anciens titulaires ont été remplacés à la tête des départements: on retrouve des personnalités telles qu'Arturo Ardao, Germán d'Elia, Mario Benedetti, Blanca París, Juan Oddone, José Pedro Barrán et Silvia Lago, entre autres. Ces départements ont rapidement commencé un processus de réorganisation en différentes « aires », avec des changements de nom et des fusions : sciences historiques, philosophie, lettres et linguistique, sciences biologiques et sciences de la Terre. L'anthropologie et les sciences de l'éducation, quant à elles, ont été maintenues en tant que départements. Il convient également de mentionner la création du Centre d'études uruguayennes (CEU) et du Centre d'études latino-américaines (CEL) — qui ont ensuite ajouté « interdisciplinaire » à leur acronyme —, espaces académiques qui ont joué un rôle central dans la promotion de la recherche sur le passé récent et le terrorisme d'État.

La Facultad de Humanidades y Ciencias (de la Educación)⁹

À la fin des années 80, une profonde transformation de la structure institutionnelle a été mise en œuvre, qui a d'abord touché la FHC. Dès 1987, le Conseil central a commencé à discuter de la possibilité de créer une Faculté des sciences exactes et naturelles, tandis qu'un groupe de travail préconisait la fondation d'un nouveau centre d'études dédié aux sciences sociales. Cette faculté a été créée en 1989 et a commencé ses activités en 1992. En 1990, après de longs débats, il a été décidé de scinder la FHC. D'une part, la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación (FHCE) a été créée. Les cursus d'histoire, de philosophie, de lettres, de linguistique, d'anthropologie et d'éducation y ont été maintenus, mais leurs objectifs ont été redéfinis dans le sens d'une plus grande professionnalisation. La FHCE a quitté le bâtiment de Tristán Narvaja (actuelle Faculté de Psychologie) et a été transférée à quelques pâtés de maisons, dans les locaux qu'elle occupe encore aujourd'hui. D'autre part, la Faculté des Sciences a été créée pour les sciences exactes, telles que les mathématiques, la physique, la biochimie, la biologie, les géosciences et la recherche nucléaire. Grâce à des fonds externes, la construction du bâtiment de la Faculté des Sciences à Malvín Norte a commencé en 1992, où le recteur Maggiolo avait déjà projeté à la fin des années 60 un important centre universitaire dédié aux sciences. Les masters de Pedeciba (Programa de Ciencias Básicas) ont donné un élan significatif à ces champs de la connaissance, tandis que les disciplines sociales et humaines ne disposaient pas d'un tel système d'études supérieures (Ganón, 2022).

Parmi les premières initiatives mises en œuvre dans la nouvelle FHCE, on peut citer la création en 1991 de la Section des Langues Étrangères Modernes (devenue Centre de Langues Étrangères, Celex, en 2000) et, dans les années suivantes, du Centre d'Études Interdisciplinaires sur les Migrations (Ceinmi) et du Centre d'Études Galiciennes (Cegal). À la fin des années 90, les études en tourisme ont commencé à se développer, coïncidant avec les débuts de la décentralisation institutionnelle (Noboa, 2009 ; Stuhldreher, 2013). Les premiers cours ont été dispensés dans la ville de Fray Bentos, puis à Colonia et Maldonado. En 2005, une licence binationale a été créée à Salto, dans le cadre d'un accord avec l'Université Nationale d'Entre Ríos. Plus récemment, un Département d'Études Touristiques a été créé, qui développe ses activités dans les centres universitaires de Salto et Maldonado. Au cours des années 2010, le processus de diversification de l'offre curriculaire s'est consolidé, associé à la promotion de formations courtes et au développement des activités de la faculté en dehors de la capitale. Plusieurs *tecnicaturas* (cursus de deux ans) ont été créées, telles que Correction Stylistique (2008), Dramaturgie (2013) ou Biens Culturels (2014), avec des cours

⁹ Cette dernière partie se fonde en grande partie sur les informations du site internet institutionnel de la FHCE. <https://fhce.edu.uy/>

dispensés à Paysandú et Tacuarembó. Parallèlement, des diplômes ont été proposés, tels que celui d'Éducation Rurale (2013) à Tacuarembó ou la Spécialisation en enseignement des langues (2015). Enfin, il convient de souligner la multiplication des accords et conventions avec des institutions de nature diverse, parmi lesquelles on trouve des universités étrangères (Université d'Entre Ríos, Université de Quilmes), des organismes publics (ANEP, IMM) et d'autres facultés de l'Université. On peut ainsi citer le Master en Histoire Politique, coordonné entre la FHCE, les Archives Générales de l'Université et la Faculté de Sciences Sociales. La Faculté dispose également d'une chaire Unesco pour « l'éducation des jeunes et des adultes ».

Actuellement, la FHCE propose huit licences, trois masters avec de multiples options et six doctorats, en plus des *tecnicaturas* et des diplômes déjà mentionnés. Les activités d'enseignement et de recherche, en plus du siège principal à Montevideo, se déroulent dans six départements du pays (Maldonado, Rocha, Salto, Paysandú, Tacuarembó et Rivera). En 2018, le Département d'Études sur la Surdité est venu s'ajouter à l'ensemble des départements qui composent la Faculté. Ces départements finalement été restructurés en unités académiques, définies selon le règlement de 2022 comme « des unités structurelles organisées en fonction d'un ou plusieurs domaines de connaissance, d'une ou plusieurs disciplines connexes, ou de nature interdisciplinaire ou multidisciplinaire autour d'un thème » (Dirección General de Jurídica [DGJ], 2022). La Faculté est structurée institutionnellement autour des unités académiques suivantes : les instituts des Sciences Anthropologiques, de l'Éducation, de Philosophie, d'Histoire, de Lettres, de Linguistique, le Centre des Langues Étrangères, le Département des Études sur la Surdité, le Département des Études Touristiques et l'Institut des Études Interdisciplinaires.

En conclusion

Ce bref aperçu des huit décennies d'existence de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación nous a permis de rendre compte des grandes transformations qui ont eu un impact sur le fonctionnement et les objectifs de ce centre d'études. Plus important encore, ces changements peuvent être compris comme les manifestations des débats qui, tout au long du *xxe* siècle, ont cherché à définir le rôle de l'Université et des connaissances scientifiques pour la culture et la société. Comme nous l'avons vu, ces débats n'ont jamais permis la formation d'un consensus durable, et leurs termes ont toujours été changeants.

Il est toutefois possible de souligner que la faculté a évolué et s'est adaptée aux conjonctures politiques et aux transformations sociales: développement de la recherche, création de nouveaux domaines de connaissance, diversification des programmes d'études, création de cursus plus courts et plus professionnalisants, multiplication des accords et des conventions, décentralisation institutionnelle. Si les idéaux de Vaz Ferreira semblent aujourd'hui lointains, il a été possible, dans une large mesure, de relever les différents défis auxquels Faculté a été confronté tout au long de son histoire.

Bibliographie

- Acosta, Y. (2009). El pensar radical de Vaz Ferreira y el discernimiento de los problemas sociales. *Revista de Filosofía*, 27(62).
- Andreoli, M. A. (Comp.) (2012). *Ensayos sobre Vaz Ferreira*. Montevideo: FHCE, Universidad de la República.
- Ardao, A. (1961). *Introducción a Vaz Ferreira*. Montevideo: Barreiro y Ramos.
- Bralich, J. (2006). *La extensión universitaria en el Uruguay: antecedentes y desarrollo en la Universidad de la República desde sus inicios hasta 1996*. Montevideo: CSEAM, Universidad de la República.
- Caetano, G. (2013). Filosofía y política en Uruguay. Carlos Vaz Ferreira y la promoción del «republicanismo liberal». *Prismas*, 17, 89-114.
- D'Avenia, L. (2014). Desarrollismo y educación en Uruguay en los 60. Aproximación a la producción de conocimiento sobre educación y a la agenda de la política educativa de la CIDE. *Contemporánea*, 5, 147-166.
- D'Avenia, L. (2022). Ciencias sociales y modernización universitaria. La introducción del planeamiento universitario en la Universidad de la República en Uruguay en la década de 1960. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*.
- Dirección General de Jurídica (DGJ) (2022). *Reglamento de las unidades académicas de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación*. Montevideo: Universidad de la República [mimeo]. Recuperado de <https://fhce.edu.uy/wp-content/uploads/2024/04/Reglamento-517.pdf>
- Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación (FHCE) (2016). *70 años: Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación*. Montevideo: FHCE, Universidad de la República.
- Ganón, V. (2022). *Pedeciba. Los orígenes de una revolución científica y cultural en el Uruguay posdictadura (1985-1990)*. Montevideo: Mastergraf.
- González Vaillant, G. (2018). Entre los intersticios de la democracia: las revistas estudiantiles, la universidad uruguaya en transición y las pujas políticas por los significados de la democracia. *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, 22(2), 73-102.
- Jung, M. E. (2010). La reorganización del movimiento estudiantil y la restauración democrática en la Udelar. 1980-1983. *Encuentros Uruguayos*, 4(4).
- Lacruz, C. (2021). Hacia el Palacio Legislativo: Las manifestaciones estudiantiles de 1958. Dans G. González Vaillant y V. Markarian (Coords.), *El río y las olas: Cuatro ciclos de protesta estudiantil en Uruguay* (pp. 25-54). Montevideo: AGU, Universidad de la República.
- Maggiolo, Ó. (2017 [1967]). *Plan de reestructuración de la Universidad*. Montevideo: Universidad de la República.
- Markarian, V. (2015). La Universidad intervenida. Cambios y permanencias de la educación superior uruguaya durante la última dictadura (1973-1984). *Cuadernos Chilenos de Historia de la Educación*, 4, 121-152.
- Markarian, V. (2019). Córdoba en boca de los universitarios uruguayos (algunos de sus cambiantes significados entre los años cincuenta y sesenta del siglo XX). *Avances del Cesor*, XVI(20), 129-146.

- Markarian, V. (2020). *Universidad, revolución y dólares. Dos estudios sobre la Guerra Fría cultura en el Uruguay de los sesenta*. Montevideo: Penguin Random House.
- Markarian, V., Jung, M. E., et Wschebor, I. (2008). 1958. *El cogobierno autonómico*. Montevideo: AGU, Universidad de la República.
- Noboa, A. (2009). *Pensar lo Regional*. Salto: Universidad de la República.
- Oddone, J., et París de Oddone, B. (2010). *Historia de la Universidad de la República* (Tomo II. La Universidad del militarismo a la crisis 1885-1958). Montevideo: Universidad de la República.
- París de Oddone, B. (Ed.) (1995). *Historia y memoria: Medio siglo de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, 1945-1995*. Montevideo: FHCE, Universidad de la República.
- Stuhldreher, A. (2013). *Presencia Universitaria en el interior: 25 años de la creación de la casa de la Universidad de Tacuarembó*. Montevideo: CCI, Universidad de la República.
- Rico, Á. (Coord.) (2008). *Investigación histórica sobre la dictadura y el terrorismo de Estado en el Uruguay, 1973-1985* (3 vols.). Montevideo: Universidad de la República.
- Universidad de la República (Udelar) (2024). *Indicios: breve Historia de la Universidad*. Montevideo: Universidad de la República.